

# Des écarts de revenus élevés, signe d'une variété de situations et de difficultés

La région Nouvelle-Aquitaine compte 81 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) dans lesquels résident 200 000 personnes. Par construction, ils constituent des lieux de décrochage en termes de niveau de vie des ménages au regard de leur environnement immédiat, leur unité urbaine d'appartenance. Ainsi, le revenu médian des populations résidant dans les quartiers prioritaires est inférieur de 7 000 euros à celui de leurs unités urbaines englobantes. Cependant, cet écart est modulé selon la taille de l'unité urbaine et la concentration de populations défavorisées ou à l'inverse, aisées. Appartenant à l'unité urbaine la plus riche de la région, les quartiers prioritaires de l'agglomération bordelaise accueillent des ménages dont les revenus sont moins faibles que ceux des autres quartiers prioritaires de la région. Cependant, l'écart entre les quartiers et leur environnement est notable. À l'inverse, les habitants de certains quartiers prioritaires situés dans de petites unités urbaines perçoivent des revenus plutôt bas, mais assez proches de leur environnement. La taille se double parfois de la concentration des populations les plus aisées, qui peut encore accroître l'écart de revenu avec l'environnement. Au sein même des quartiers, les niveaux de vie connaissent des dispersions très variables. Dans certains QPV, les écarts élevés de revenus caractérisent une relative mixité sociale qui paraît absente d'autres quartiers, souvent en plus grande difficulté. Dans d'autres QPV, le poids des minima sociaux dans la structure des revenus témoigne d'une distance économique plus grande ou de la concentration de populations en difficultés sociales.

Cédric Lacour, Insee

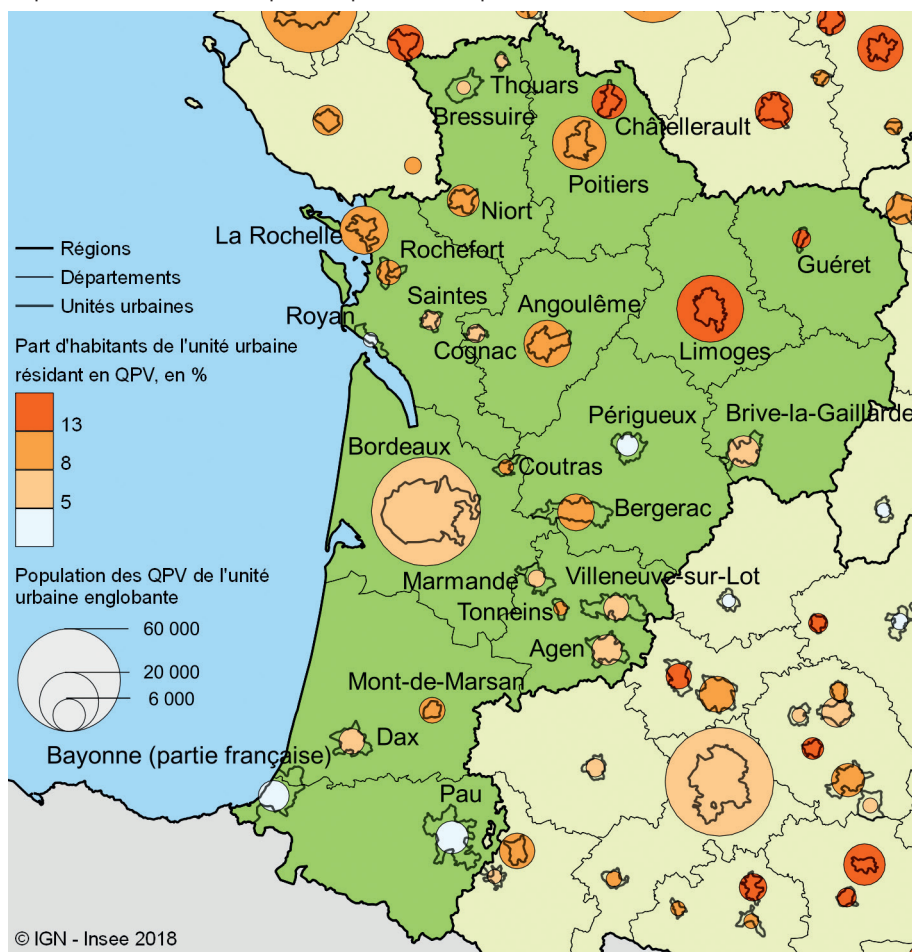
Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, 200 000 habitants résident dans les 81 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de la Nouvelle-Aquitaine, soit 4 % de la population française de métropole vivant dans un QPV. Ces quartiers se situent dans 26 unités urbaines (*annexe 1*), et concentrent 8 % de leurs habitants.

L'unité urbaine de Bordeaux regroupe 21 de ces quartiers et un tiers de la population régionale des QPV ; celle de Limoges accueille 9 QPV, celle d'Angoulême, 5, et celle de Poitiers, 4 (*figure 1*). La nouvelle géographie prioritaire, mise en œuvre à partir de 2015, cible également des quartiers situés dans des unités urbaines de plus petite taille, telles Tonneins, Coutras, Bressuire ou Villeneuve-sur-Lot (entre 10 000 et 50 000 habitants), auparavant absentes des dispositifs de politiques prioritaires.

Les quartiers prioritaires régionaux sont de petite taille au regard de la moyenne nationale. Ainsi, le QPV néo-aquitain abrite en Nouvelle-Aquitaine, en moyenne, 2 600 habitants contre 3 800 en France métropolitaine et 3 200 en France de province. Seuls deux quartiers, situés dans l'agglomération de Bordeaux, dépassent les 10 000 habitants : Saint-Michel dans le centre et l'ensemble Palmer - Sarailière - 8 mai 45 - Dravemont sur la rive droite.

## 1 Des quartiers prioritaires répartis sur tout le territoire

Population vivant dans les quartiers prioritaires et part dans l'unité urbaine



© IGN - Insee 2018

Source : Insee, Recensement de la population 2013

## Dans les QPV néo-aquitains, entre 10 000 et 15 000 euros de revenu médian

En 2012 en Nouvelle-Aquitaine, la moitié des Néo-Aquitains résidant en quartiers prioritaires perçoit un revenu inférieur à 12 900 euros ; dans les unités urbaines englobantes, le revenu médian s'établit à 19 900 euros (*annexe 1*). Parmi les régions de province, seuls les QPV de Corse et d'Auvergne - Rhône-Alpes affichent des revenus médians supérieurs à ceux de Nouvelle-Aquitaine (respectivement 13 400 et 13 000 euros).

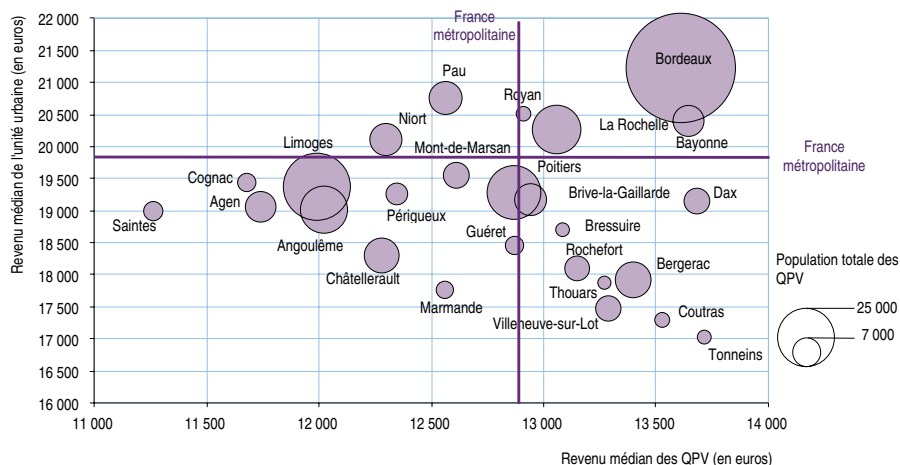
Au sein de la région, l'unité urbaine d'Agen possède la particularité d'accueillir les quartiers prioritaires extrêmes en termes de revenu médian par unité de consommation (*définitions*) du plus faible (10 170 euros à Montanou) au plus élevé (14 850 à Pin). Selon le même indicateur, l'unité urbaine de Bordeaux englobe cinq des six quartiers prioritaires de la région dont le revenu médian par unité de consommation est le plus élevé. À l'inverse, celle de Limoges abrite trois des quatre quartiers où il est le plus faible. Sont qualifiés de pauvres, les individus dont le niveau de vie est inférieur à un seuil donné (11 850 euros). Par suite, dans les quartiers prioritaires de la région, 41 % des habitants possèdent un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, comme au niveau France métropolitaine (42 %). Cet indicateur absolu ne prend pas en compte les fractures qui peuvent voir le jour entre le quartier et son environnement. Ainsi, si dans les QPV néo-aquitains, en proportion, il n'y a pas moins de pauvres qu'ailleurs, le décrochage régional est plus accentué du fait d'environnements plus favorisés. En effet, le taux de pauvreté de l'ensemble des unités urbaines englobantes régionales est plus faible que celui de France métropolitaine (13 % contre 16 %). Il est d'autant plus faible que le revenu médian est élevé : inférieur à 30 % à Yser - Pont de Madame (Mérignac) ou Barthez (Gradignan), il s'élève à 63 % à Montanou (Agen), l'un des 20 quartiers de France métropolitaine ayant le plus fort taux de pauvreté.

## Un décrochage important dans les plus grandes unités urbaines

Les revenus médians des unités urbaines accueillant des QPV de la région varient de 17 000 euros à Tonneins à 21 200 euros à Bordeaux. Dès lors, des écarts notables sont observés entre les niveaux de vie des résidents des QPV et ceux de leurs

## 2 Un décrochage moins marqué dans les unités urbaines de petite taille

Population et revenu par unité de consommation des QPV et de leur unité urbaine



Lecture : le revenu médian par unité de consommation dans l'unité urbaine de Tonneins est de 17 000 euros environ alors que le revenu médian dans le quartier prioritaire de Tonneins est de 13 700 euros environ.

Note : les axes se croisent au niveau de la médiane de France métropolitaine.

Source : FLoSoFi 2012.

unités urbaines englobantes : la différence s'échelonne, en valeur absolue, entre 3 000 euros (Tonneins) et 8 000 euros (Pau).

Les unités urbaines de La Rochelle, Royan, Bayonne et surtout Bordeaux accueillant les ménages de la région aux revenus les plus élevés, l'écart entre les QPV et leurs unités urbaines englobantes demeure conséquent. Par exemple, le revenu médian des quartiers prioritaires bordelais est le 4<sup>e</sup> plus élevé de la région (13 600 euros) mais l'écart est très grand avec l'unité urbaine englobante de ces derniers dont les ménages sont les plus aisés de la région (21 200 euros). Ainsi, le revenu médian des QPV est inférieur de 7 600 euros à celui de l'unité urbaine bordelaise, soit un des décrochages les plus importants de la région (*figure 2*).

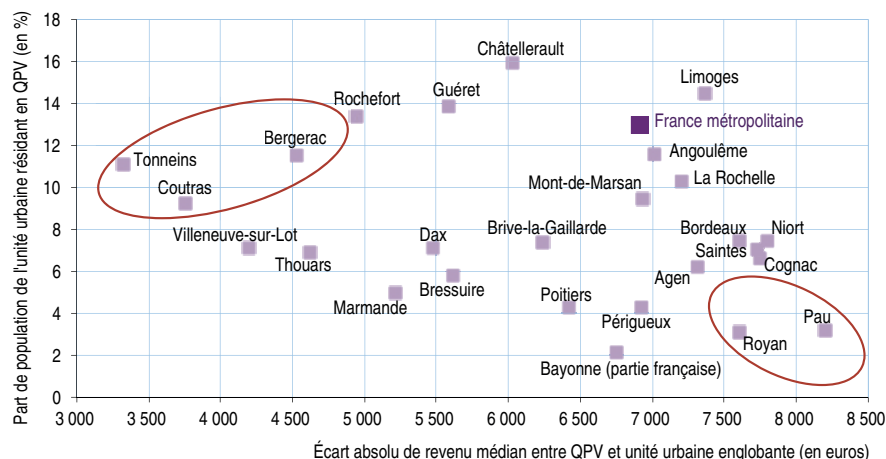
## Un décrochage moins grand dans les unités urbaines moins favorisées

Le décrochage du revenu médian entre l'unité urbaine et ses QPV est plus faible dans des territoires de plus petite taille comme à Tonneins (3 300 euros), Coutras (3 700 euros), Villeneuve-sur-Lot (4 200 euros) ou Bergerac et Thouars (4 500 euros). Ces pôles moyens ou petits, hors d'atteinte des grands pôles urbains, ont un revenu médian bas alors que les habitants de leurs QPV disposent d'un revenu médian supérieur à la médiane nationale. Certains de ces QPV n'étaient pas présents dans la précédente géographie de la politique de la ville.

Mécaniquement, du fait du critère de taille utilisé dans la définition des contours des QPV (plus de 1 000 habitants), leur

## 3 Le décrochage dépend en partie du poids du QPV dans l'unité urbaine

Écart de revenu médian entre l'unité urbaine et ses QPV en fonction du poids de la population

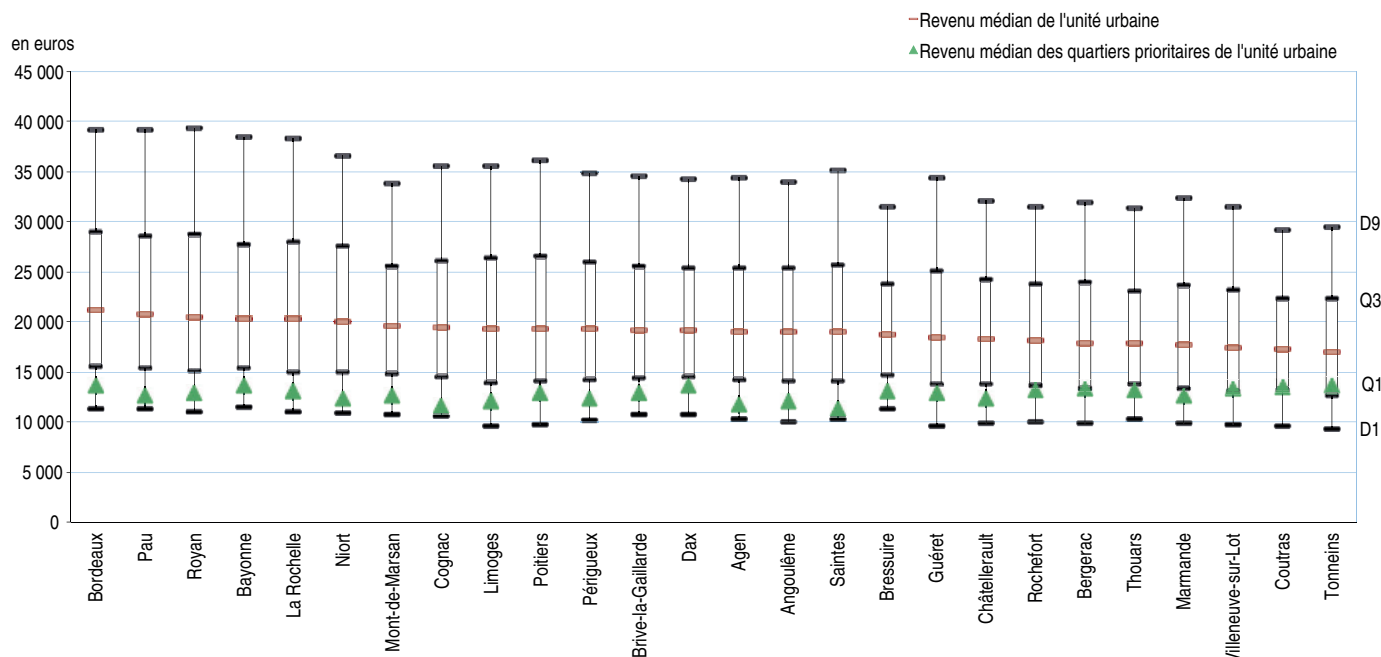


Lecture : l'écart de revenu entre les QPV de Pau et l'unité urbaine englobante est de 8 200 euros. La population des quartiers représente 3 % de la population de l'unité urbaine.

Source : FLoSoFi 2012.

#### 4 Les habitants des QPV parmi les 25 % les plus modestes des unités urbaines englobantes

Dispersion des revenus par unité de consommation dans les unités urbaines et revenu médian des QPV



Lecture : dans l'unité urbaine de Bordeaux, le revenu des 10 % des ménages les plus modestes (D1) est inférieur à 11 000 euros, celui des 25 % les plus modestes (Q1) est inférieur à 15 500 euros, celui des 25 % les plus aisés (Q3) est supérieur à 29 000 euros et celui des 10 % les plus aisés (D9) dépasse 39 000 euros. Le revenu qui partage la population de l'unité urbaine en deux selon la richesse (médiane) est de 21 000 euros. Cette médiane de revenu est d'environ 13 500 euros dans les QPV de l'unité urbaine de Bordeaux.  
Source : FILoSoFi 2012.

population pèse d'autant plus que les unités urbaines englobantes sont de taille réduite. Ainsi, la population des QPV de Tonneins représente 12 % de sa population totale, comme à Bergerac et davantage encore à Rochefort. Néanmoins, la situation de Limoges est notable car l'écart de revenu entre ses QPV et son unité urbaine est très important alors même que la population des quartiers représente près de 15 % de la population de l'unité urbaine (figure 3), témoignant d'une plus forte concentration des bas revenus au sein des QPV.

grande mixité sociale : sa population y perçoit le deuxième revenu médian le plus haut de tous les quartiers néo-aquitains, mais 34 % de ses habitants, eux, vivent en dessous du seuil de pauvreté. C'est un quartier qui accueille une population aisée, à l'instar de la plupart des QPV situés en centre-ville comme les quartiers Pin à Agen, Pontreau Colline Saint-André à Niort, Bastide à Villeneuve-sur-Lot. Dans ces derniers, les 10 % des habitants

les plus aisés ont un revenu qui les situe au-dessus du revenu médian de leur unité urbaine englobante (figure 5). Cette situation est en lien avec l'origine des revenus et en particulier ceux provenant de l'activité. Si en France métropolitaine, 63 % des revenus des ménages résidant en QPV proviennent de l'activité (qui comprend aussi les indemnités chômage), une quinzaine de quartiers de la région se situe au-dessus de ce seuil : Saint-Michel

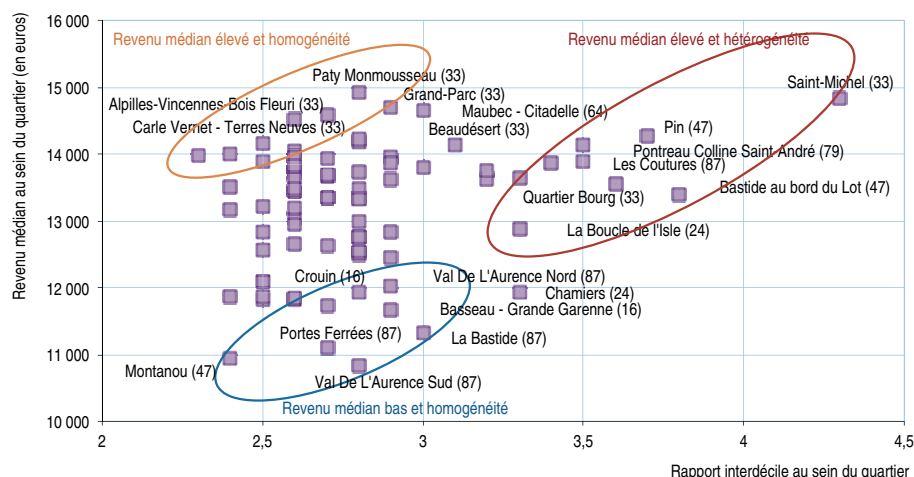
#### Un décrochage lié à la structure des revenus

Dans la plupart des unités urbaines de grande taille (Bordeaux, Pau ou Royan), les écarts de revenus sont importants entre les ménages les plus aisés et les plus défavorisés mais c'est à Pau que la position relative des QPV dans cette distribution des revenus paraît la plus dégradée (figure 4).

À l'échelle des quartiers, le rapport interdécile de revenu, c'est-à-dire le rapport entre le revenu plancher des 10 % les plus aisés et le revenu plafond des 10 % les plus modestes, confirme le profil particulier de Saint-Michel. Avec un rapport interdécile de 4,2, le plus élevé de la région, ce quartier se caractérise par une

#### 5 Des quartiers défavorisés mais plus ou moins homogènes

Médiane de revenu et rapport interdécile des QPV



Note : le rapport interdécile correspond au calcul D9/D1 ; le D9 correspond au revenu le plus bas des 10 % les plus aisés et le D1 au revenu le plus élevé des 10 % les plus modestes.

Source : FILoSoFi 2012.

(Bordeaux, 80 %), Pontreau Colline Saint-André (Niort, 71 %) et Beaudésert à Mérignac (74 %). Les habitants de ces quartiers sont plutôt jeunes ; les parts des prestations sociales et des retraites dans le revenu des habitants sont modérées.

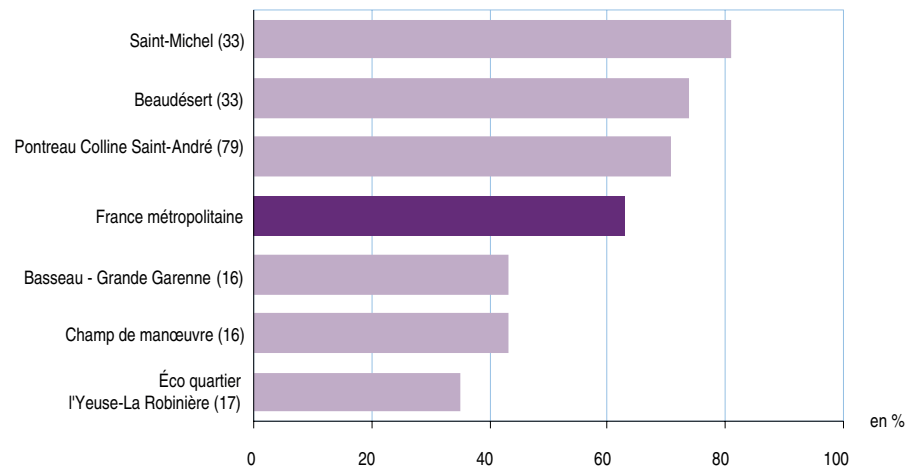
Certains quartiers se caractérisent par un revenu médian assez élevé et des écarts de revenu contenus entre les plus aisés et les plus modestes. Les revenus des plus aisés sont largement au-dessous de ceux de Saint-Michel, mais les revenus des 10 % les plus modestes sont plus élevés que dans les autres quartiers. Ce sont logiquement les quartiers où le taux de pauvreté est aussi le moins élevé (Paty Monmousseau à Bègles, Grand-Parc à Bordeaux, Alpilles-Vincennes-Bois Fleuri à Lormont, Barthez à Gradignan...). Ces quartiers se distinguent par une part très faible de revenus d'activités : moins de la moitié du revenu (43 %) provient de l'activité dans les QPV de Champ de manœuvre (Soyaux), Basseau - Grande Garenne (Angoulême), La Bastide (Limoges) ou Bellevue - Boiffiers (Saintes).

Moins de 35 % des revenus sont issus de l'activité dans l'Éco quartier l'Yeuse-La Robinière de Royan. Dans ce quartier, les pensions, retraites et rentes représentent 50 % du revenu. Si dans les QPV de France métropolitaine, la part des pensions et retraites est de 22 %, elle est dépassée dans les trois quarts des QPV de la Nouvelle-Aquitaine. Ceci s'explique par une proportion importante de personnes âgées dans les QPV, à l'image de la région. Enfin, un autre groupe rassemble des quartiers en plus grande difficulté économique avec une population aux revenus modestes plus homogène et au niveau de vie très éloigné de la médiane de leur unité urbaine englobante. Dans le quartier Montanou (Agen) par exemple, les 10 % les plus aisés possèdent un revenu supérieur à 16 000 euros, niveau qui constitue le revenu médian des habitants des quartiers de Saint-Michel et Paty Monmousseau. Les très bas revenus de ces quartiers sont proches de ceux des autres QPV. Il s'agit de quartiers avec des taux de pauvreté élevés, et où la contribution des prestations sociales dans le revenu global est particulièrement importante. Par exemple, à Montanou (Agen), où le revenu est constitué de 40 % de prestations sociales dont 16 % de minima sociaux (le RSA et les prestations de précarité relatives au minimum vieillesse et au handicap), aux Portes Ferrées (Limoges), 38 % dont 17 % de minima sociaux ou Ousse Des Bois (Pau), 35 % et 16 % de minima sociaux (figure 6). ■

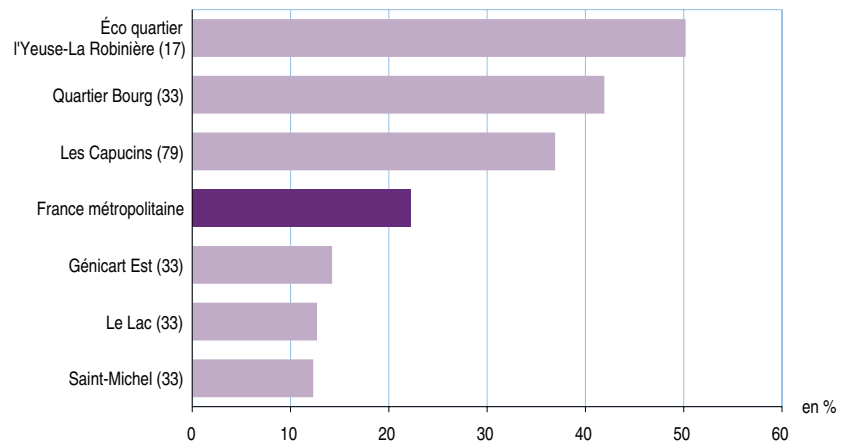
## 6 Des situations différentes visibles dans les sources de revenus

Compositions des revenus dans certains quartiers spécifiques

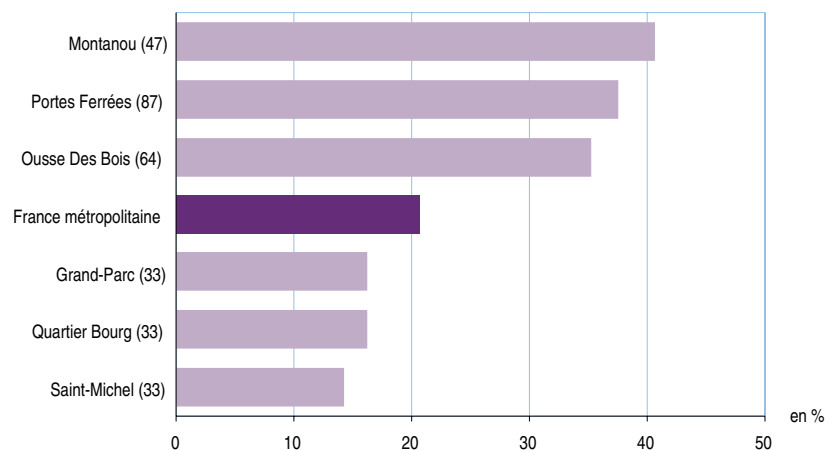
Part des revenus d'activités (y compris indemnités de chômage) dans le revenu disponible total



Part des pensions, retraites et rentes dans le revenu disponible



Part de l'ensemble des prestations sociales dans le revenu disponible



Note : les échelles sont différentes selon les indicateurs.  
Source : Insee, FiLoSoFi 2013.